

à \$2,000 par personne. Voilà certes quelques-uns des faits dont il faut tenir compte avant de jeter bas les murs qui nous abritent.

M. L'ORATEUR: Le temps de parole de l'honorable député est écoulé.

Des VOIX: Continuez.

M. WOOD: Je remercie la Chambre de ce geste bienveillant. Je ne veux pas abuser du privilège qu'elle m'accorde, mais il est un autre point que j'aimerais mentionner. Je sais qu'il y a des choses qui clochent dans le monde et qu'il y en aura toujours. Cependant il est de notre devoir de faire notre possible pour y remédier, quelle que soit notre situation sociale, et de contribuer à rendre le monde meilleur.

On m'a fait tenir un livre que d'autres honorables députés ont sans doute reçu. Intitulé "The Common Problem", il est dû à la plume de M. William R. Yendall. J'ai lu avec plaisir la philosophie de la vie qu'il expose et que j'approuve en grande partie. La solution de nos problèmes s'y trouve très bien expliquée, et elle consiste, au lieu de jeter bas notre armature économique actuelle, à suivre le plan proposé. L'auteur raconte qu'un conseiller, dans une ville d'Irlande, fit venir un ingénieur et lui tint ce langage:

Nous avons décidé de construire une nouvelle prison. Nous avons décidé pour ce faire de nous servir des briques de la vieille prison, et d'utiliser l'ancienne prison pendant que nous élevons la nouvelle.

L'ingénieur se mit à rire, car ce n'est pas ainsi que procèdent les ingénieurs. Or le problème de la société moderne ne diffère en rien du problème qu'avait résolu le conseil d'une ville d'Irlande: il lui faut construire un monde nouveau en se servant des matériaux du monde actuel, et utiliser le monde actuel pendant qu'elle édifie l'ordre nouveau.

M. P. E. WRIGHT (Melfort): Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir d'ajouter quelques mots à ceux des honorables rœpinants touchant l'honneur conféré aux membres des forces armées invités à proposer et à appuyer l'adoption de l'Adresse en réponse au discours de Son Excellence. Tous les membres de cette Chambre se rendent compte que nos forces armées sont le rempart dressé entre notre régime démocratique et le nazisme, que l'existence même de cette Chambre dépend de leur esprit d'initiative et de leur succès.

Je félicite aussi le nouveau chef du parti conservateur progressiste (M. Graydon) de l'honneur que ses collègues lui ont conféré. Ce fut plutôt un désappointement, toutefois, de le voir accepter la direction même provisoire d'un groupe qui, au cours des sept dernières années a sans cesse tendu ses voiles de façon à profiter de la moindre brise politique se faisant sentir au Canada pour constater, alors que ses voiles étaient tendues, que le vent avait tourné et qu'il restait dans la zone des calmes.

[M. Wood.]

Dans l'exposé de leur politique de mobilisation les membres de ce groupe me causent un autre désappointement en recourant à la même locution restrictive. L'honorable député devrait savoir dès maintenant qu'il ne peut rivaliser avec le premier ministre (M. Mackenzie King) qui a 30 ans d'expérience dans l'emploi de cette locution dans cette Chambre. Leur programme de mobilisation se formule ainsi:

Nous sommes partisans de l'utilisation effective totale et de l'affectation appropriée aux fins de la guerre, par contrainte si nécessaire, de toutes les ressources du Canada, y compris l'agriculture, l'industrie et la finance.

C'est exactement la politique du gouvernement, la mobilisation si nécessaire. Ce n'est pas ce que la population canadienne désire en ce moment. Elle veut la mobilisation totale de l'industrie et de la finance dans la même mesure que nous avons aujourd'hui la mobilisation des ressources humaines. C'est du moins le sentiment de la population en Saskatchewan et tout particulièrement dans la région que j'habite.

L'honorable député se plaint également de ce que le Gouvernement a adopté plusieurs points du programme de son parti. Il n'y a à cela rien d'étonnant puisqu'il n'existe plus aujourd'hui aucune différence fondamentale entre les deux principaux partis politiques du pays. Tous deux ont foi dans le **capitalisme**, tous deux attendent le retour du régime capitaliste aussitôt la guerre terminée. La population canadienne comprend aujourd'hui que plus rien ne les sépare vraiment de nos jours. Cette opinion n'est pas la mienne propre. Elle est partagée par les observateurs politiques les plus avertis du pays. M. Grattan O'Leary écrivait en effet dans le *Maclean's Magazine* du 1er décembre 1942:

Entre le conservatisme libéral du parti dirigé par MM. Meighen, Bennett et Manion et le libéralisme conservateur du parti que dirige M. Mackenzie King, le seul point de dissemblance est le nom. La seule autre différence est peut-être que les conservateurs ont pratiqué le libéralisme au pouvoir et prêché les doctrines tories dans l'opposition, tandis que les libéraux se sont montrés libéraux dans l'opposition et conservateurs au pouvoir. Au fond, il se ressemblent comme deux gouttes d'eau.

Actuellement au Canada deux écoles bien distinctes s'affrontent. Il y a les tenants du maintien du présent régime capitaliste et ceux qui ont foi au régime des coopératives. L'une est absolument le contraire de l'autre; les deux ne peuvent pas continuer d'exister et de progresser dans un même pays; un régime doit l'emporter sur l'autre. Par capitalisme on entend le contrôle des services et des moyens de production de ce pays par des particuliers et des groupes de particuliers qui les exploitent à leur propre profit. D'autre part, les coopérateurs sont d'avis que ces services et ces moyens de production devraient être possédés en coopération par le peuple, afin de les four-